

## Afrique de l'Est : « Signons, les négociations continueront »

Entretien avec Julius P. Moto, chargé de programme Commerce. Fédération des agriculteurs d'Afrique de l'Est (Eastern Africa Farmers Federation, EAFF).  
motojulius@gmail.com

**BIEN QU'ILS CONSIDÈRENT LES APE** comme « un très bon objectif pour le développement économique et pour promouvoir plus d'intégration régionale », les agriculteurs d'Afrique de l'Est soulignent leurs préoccupations vis-à-vis de l'ouverture de leurs marchés. Mais, craignant l'absence d'alternative satisfaisante, ils font le choix d'un APE.



Julius P. Moto

► Burundi, Comores, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Ouganda, Rwanda, Seychelles, Somalie, Soudan, Zambie, Zimbabwe (PMA en italique)

► 238 millions d'habitants

► Pib : 84 milliards de dollars (agriculture : 28 %)

**GRAIN DE SEL :** *Quels sont les enjeux pour l'Afrique de l'Est dans l'APE ?*

**JULIUS MOTO :** L'Afrique de l'Est est spécifique de par sa taille : nous avons à faire à une région très grande. L'enjeu c'est la souveraineté alimentaire pour les agriculteurs familiaux. Nous ne devrions pas nous préoccuper du marché alors que la majorité des paysans a l'estomac vide ou ne mange pas suffisamment. Lorsqu'il y a une sécheresse prolongée, la plupart des pays d'Afrique de l'Est sont dans l'insécurité alimentaire, et dépendent de l'aide alimentaire.

Quelques-unes de nos productions pourraient être exportées, mais nous avons rapidement des problèmes de normes (par exemple pour ce qui concerne les fruits, les fleurs coupées et les légumes). Il est important d'harmoniser les normes au sein de la région. Ce qui est produit devrait être en conformité avec ce que veulent les consommateurs. Il devrait y avoir un document commun sur le commerce régional.

Par ailleurs, il y a encore trop de problèmes administratifs et de barrières non-tarifaires aux frontières. Les barrières non-tarifaires doivent être enlevées. On doit s'entendre sur le démantèlement tarifaire en fonction des capacités des pays à rajuster les revenus fiscaux.

Enfin, il y a un besoin d'aide. L'aide bilatérale existe (par exemple, la GTZ), mais les besoins sont énormes.

**GDS :** *Quelles sont vos attentes vis-à-vis de l'APE ?*

**JM :** L'intégration régionale est notre attente principale. Commercer avec la région, dans un marché commun, et non exporter vers les États-Unis. Mais nous avons aussi d'autres attentes. Le commerce s'est amélioré, avec la renaissance d'une communauté Est africaine, il devrait se développer encore. Les services et l'industrie devraient mieux prospérer et nous devrions obtenir des revenus meilleurs grâce à la concurrence. Tous ces facteurs devraient contribuer à réduire la pauvreté, augmenter l'efficacité de la production agricole, des producteurs industriels et des services.

Ces développements devraient être harmonieux et régulés pour faciliter les échanges. Toutes les règles étant liées au « Fair Play ». Comme dans un match de football.

**GDS :** *Quels risques et opportunités représentent les APE ?*

**JM :** Un des principaux risques est la sécurité des moyens d'existence. Certains produits sont en compétition avec l'Union européenne. Les agriculteurs européens reçoivent des subventions. Par exemple pour les produits laitiers, les volailles, les céréales, les huiles de cuisine et le bœuf et produits associés. Nous voulons une plus longue période de démantèlement tarifaire. Certaines de nos productions sont de faible qualité. Je suis inquiet. Nous avons besoin d'une protection maximale

pour préserver la croissance des secteurs en Afrique de l'Est. Ils doivent être développés avec la région et avec le monde (Asie, Amérique). Je dirais qu'il nous faut 10 à 15 ans. Principalement pour les fruits, les légumes et les fleurs, mais aussi pour d'autres produits qui pourraient être exportés.

**GDS :** *Y a-t-il des alternatives possibles et quelles sont-elles ?*

**JM :** Je pense, avec optimisme, que les APE seront signés. Il y a une volonté politique pour que la signature se fasse en décembre, mais une fois l'accord signé, ce ne sera pas la fin des négociations. Nous continuerons à apprendre durant la mise en œuvre des APE. Pour moi, SPG, TSA<sup>1</sup>, listes unilatérales, barrières non-tarifaires et hostiles règles d'origines ne sont pas des alternatives appropriées.

Dans l'absence totale d'APE, nous devrions être prêts à affronter les règles de l'OMC. Mais selon moi, comme je vous l'ai dit précédemment, il y a une volonté politique de signer ces accords, donc ils seront signés. L'Afrique de l'Est ne dit pas « Stop aux APE ». Ils sont un très bon objectif pour le développement économique et pour promouvoir plus d'intégration régionale. Nous obtenons notre argent du marché. ■

1. NDLR : Cf. p. 12

### FICHE D'IDENTITÉ COMMERCIALE DE LA RÉGION

	Export	Import	Source
Commerce mondial (milliards \$)	14,44	21,34	FAO, moy. 2003-2004
Commerce agricole mondial ( % du précédent)	31,7 %	16,3 %	FAO, moy. 2003-2004
Commerce avec UE (milliards €)	4,38	4,72	Comext, moy. 2003-2005
Commerce agricole avec UE ( % du précédent)	63,8 %	10,7 %	Comext, moy. 2003-2005